

Le réveil anti-Mafia de Palerme

Richard Heuzé

Publié le 24 août 2006

Actualisé le 24 août 2006 : 08h16

Un nouveau courant a décidé de refuser de vivre sous le joug de la Pieuve.

«*JE NE SUIS ni juge ni policière. Je n'ai aucune vocation à jouer les héroïnes. Je ne cherche pas à me distinguer. Mais je sais que la lutte contre la Mafia commence par de petits gestes que chacun de nous doit assumer s'il veut se libérer de cette dictature sanglante.*» Béatrice Monroy fait partie de ces Palermitains qui ont décidé de dire «non».

Il faut beaucoup de courage à un commerçant, un industriel ou un hôtelier pour refuser de payer le *pizzo*, cet impôt que les gangs prélèvent de force sur toutes les activités de la ville. C'est pourtant ce qu'a fait cette intellectuelle et dramaturge de renom, qui gère en plein centre-ville une petite librairie au nom provocateur, Libr'aria (l'air libre).

En adhérant au comité Addio pizzo, elle a rejoint le petit peloton des 104 signataires ont décidé de refuser de vivre sous le joug de la Pieuve. Depuis, Béatrice vit dans l'appréhension. «*On fait un petit geste. Sans se rendre compte qu'on signe une déclaration de guerre. Parfois, j'ai l'impression d'être une cible*», dit-elle. La devanture de sa librairie a été abîmée. Les commerçants voisins la regardent parfois de travers. Mais qu'importe : elle ne regrette rien. Alors que les actes d'intimidation se multipliaient, le président de l'association des commerçants est venu s'asseoir pendant une semaine sur une chaise, devant sa librairie. Une solidarité dont elle lui sera gré «*toute sa vie*».

Le 19 juillet 1992, le juge Paolo Borsellino et ses cinq agents d'escorte étaient dénichés par une voiture piégée. «*La Mafia a une fin. Cette fin, c'est nous*», proclame un écriteau accroché aux branches d'un laurier-rose, devant le domicile du magistrat. Deux mois auparavant, le 23 mai 1992, un autre juge anti-Mafia, Giovanni Falcone, sa femme et trois agents d'escorte avaient été tués par l'explosion d'une bombe au passage de leur voiture, sur la route de l'aéroport.

Quatorze ans après, un vent de liberté flotte sur Palerme. «*Nous pouvons regarder l'avenir avec espoir*», déclare Rita Borsellino, soeur du magistrat et leader de l'opposition de gauche au Parlement régional, lors des cérémonies de commémoration. Elle considère l'apparition de comités «*anti-pizzo*» comme un facteur «*très important*», une sorte de Vêpres siciliennes face à des corps étrangers à la société civile qui ne sont plus les occupants normands contre qui Palerme s'est révoltée en 1282, mais Cosa Nostra.

«Une grave crise»

L'organisateur de ces comités est un ingénieur de 32 ans, Vittorio Greco. «*Un peuple qui paie le pizzo est un peuple sans dignité*», proclame son tee-shirt. Il se révolte contre ceux qui «*par calcul, distraction ou indolence*» acceptent de se soumettre au joug de la Mafia. Et regrette : «*L'adhésion des commerçants est loin d'être massive.*»

Italo Trippi, secrétaire régional de la confédération ouvrière CGIL, note toutefois qu'une «*sensibilité anti-Mafia*» se développe parmi les jeunes générations : «*Avec la globalisation, la Mafia apparaît comme un modèle perdant. Depuis vingt ans, elle a subi des coups formidables. Les enquêtes ont désarticulé le clan des corleonesi (les clans de Corleone affiliés à Toto Riina et Bernardo Provenzano). Il faudrait maintenant rendre la politique imperméable à la Mafia, faire naître une culture sociale nouvelle.*»

Historiens et sociologues partagent ce point de vue. Pour le professeur de droit pénal Giovanni Fiandaca, «*Cosa Nostra traverse une grave crise qui peut conduire à son déclin en quelques années*». Salvatore Lupo, professeur d'histoire à la faculté de lettres et spécialiste de la Mafia, est frappé par l'affirmation d'une classe politique disposant d'un «*pouvoir de négociation*» majeur avec la Mafia : «*Un cycle s'est conclu avec les récents coups de filet contre Cosa Nostra. Mais l'élection de politiciens impliqués dans des procès de mafia montre que les gens semblent s'être résignés. Cela rend plus dangereux toute normalisation.*»

Un sursaut pourrait-il venir de l'Église ? Le père rédempteur Mino Fasullo, directeur de la revue d'éthique politique *Il Segno*, n'y croit guère : «*La grande majorité du clergé n'est pas convaincue de devoir s'engager. Quand des prêtres le font, comme dom Pino Puglisi, assassiné en 1993 dans sa paroisse, ils sont critiqués par leurs ouailles et isolés.*»

Aussi, dans cette Palerme où tout se sait et rien ne se dit, où les silences sont plus éloquents que les discours, un geste aussi anodin en apparence que s'inscrire sur une liste Addio pizzo requiert-il une force de caractère au-dessus des normes.